



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Murviel-lès-Montpellier - Modification du périmètre délimité des abords de l'église Saint Jean-Baptiste et du site archéologique du Castellas - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La commune de Murviel-lès-Montpellier dispose sur son territoire de plusieurs sites protégés pour leur valeur historique et patrimoniale. En particulier, le site de l'église paroissiale abside (intérieur et extérieur), dit site de l'église Saint Jean-Baptiste, classé au titre des monuments historiques par arrêté du 7 août 1963 et le site de l'Oppidum pré-romain, dit site du Castellas, composé des remparts d'Altimurium classés au titre des monuments historiques par arrêté du 8 mai 1896 et des vestiges du rempart antique inscrits à l'inventaire patrimonial par arrêté du 24 mars 1971.

Afin de protéger et mettre en valeur le patrimoine classé et inscrit, une servitude des abords intervient automatiquement au bénéfice de l'Architecte des Bâtiments de France. Elle attribue à ce dernier un droit de regard sur toute intervention envisagée à l'intérieur d'un périmètre de 500 mètres de rayon autour des monuments historiques identifiés. Conformément aux dispositions prévues par le Code du patrimoine (articles L.621-30 et suivants), dans ce périmètre, « la protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui ».

Cette servitude permet de préserver les monuments historiques et leur environnement direct en s'assurant notamment de la qualité des travaux et aménagements qui interviennent dans le champ de visibilité ou de covisibilité des monuments historiques.

La loi du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains, a ouvert la possibilité de modifier ce périmètre de 500 mètres. En complément, la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords de monuments historiques.

Dans ce contexte, conformément aux articles R.621-92 et suivants du Code du patrimoine, l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, représentée par l'Architecte des Bâtiments de France, a porté à la connaissance de la commune de Murviel-lès-Montpellier, le 28 novembre 2016, une proposition de nouveau périmètre délimité des abords localisé autour de l'église Saint Jean-Baptiste d'une part et du site archéologique du Castellas d'autre part.

L'Architecte des Bâtiments de France, avec une analyse de terrain plus fine, propose des périmètres délimités des abords car ils sont plus adaptés en terme de co-visibilité que les rayons de 500 mètres actuellement mis en œuvre. Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du patrimoine, la commune de Murviel-lès-Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont émis un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords proposés par l'Architecte des Bâtiments de France, par délibération, respectivement en date du 2 mars 2017 et du 18 avril 2019.

Conformément aux dispositions du même article, l'enquête publique portant sur le projet de périmètre délimité des abords de l'église Saint Jean-Baptiste et du site archéologique du Castellas, prévue par l'article L.153-19 du Code du patrimoine, a été réalisée concomitamment à l'enquête publique portant sur le projet de modification n°3 du PLU de la commune de Murviel-lès-Montpellier.

Par arrêté n°MAR2019-0170 du 3 juin 2019, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique, du 1^{er} juillet 2019 au 31 juillet 2019 inclus, portant sur les projets de modification n°3 du PLU de la commune de Murviel-lès-Montpellier et de création du périmètre délimité des abords.

Concernant ce projet de création du périmètre délimité des abords de l'église Saint Jean-Baptiste et du site archéologique du Castellas, il convient de constater qu'il n'appelle aucune remarque de la part des personnes publiques associées. Dans le cadre de l'enquête publique, une observation a été consignée dans le registre, demandant le maintien d'une propriété dans le périmètre délimité des abords. Cette propriété étant bien comprise dans le projet de périmètre soumis à l'enquête publique, aucune modification n'a été apportée à la proposition de périmètre délimité des abords suite à l'enquête publique.

Dans ce contexte, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses

conclusions motivées à Montpellier Méditerranée Métropole le 30 août 2019. Constatant que l'enquête s'est tenue dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, Monsieur le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable sans restriction sur le projet de création du périmètre délimité des abords de l'église Saint Jean-Baptiste et du site archéologique du Castellàs.

Ainsi, à la suite de l'enquête publique, l'Architecte des Bâtiments de France souhaite maintenir son projet de périmètre délimité des abords de l'église Saint Jean-Baptiste et du site archéologique du Castellàs, tel que proposé lors de son porté à connaissance du 28 novembre 2016. Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du patrimoine, l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, représentée par l'Architecte des Bâtiments de France, a sollicité, par courrier en date du 29 octobre 2019, l'accord formel de Montpellier Méditerranée Métropole sur le projet de périmètre délimité des abords des sites de l'église Saint Jean-Baptiste et du Castellàs.

En cas d'accord, le périmètre délimité des abords sera créé par arrêté du Préfet de région, puis annexé au Plan Local d'Urbanisme au titre des servitudes d'utilité publique, dans les conditions prévues à l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- donner un accord sur le périmètre délimité des abords, annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111413-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Proposition de périmètres de protection modifiés - Plan

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.